

vient aussi de reprocher au POUM (résultat de ce mariage politique) son régionalisme catalan; qu'il baptise de marxiste au nom du droit d'auto-détermination des peuples. Cela lui a permis d'entrer dans un gouvernement d'Union Sacrée en Catalogne sans même se préoccuper de Madrid (tout comme la C.N.T. d'ailleurs.) Enfin, il ne faut pas oublier que le POUM est membre du Bureau de Londres où se trouve l'Indépendent Labour Party; qu'il travaille avec la gauche du parti socialiste français (Pivert, Collinet et Cie); qu'il est en étroite liaison avec les maximalistes italiens de Balabanova et le groupe de Brandler qui, tout en restant pour le redressement de la IIIe Internationale et la défense de l'U.R.S.S., a décidé de donner toute son aide au POUM.

Le POUM ne s'est jamais bien dégagé des partis de l'Esquerra Catalane avec lesquels, au nom du front unique avec la petite bourgeoisie, il a fait toutes les compromissions. Dès le 19 juillet le POUM s'est lié à la Généralité comme les autres organisations de la Catalogne et c'est sans heurts qu'il est passé de sa revendication confuse : Assemblée Constituante appuyée sur des Comités d'Ouvriers et de Soldats et pour un gouvernement ouvrier, à la participation du gouvernement de la Généralité qui n'est pas précisément « ouvrier ».

Toutes les tendances du POUM, celle de Gorkin (qui n'est que le continuateur de la politique de Maurin), de Nin, d'Andrade gravitent autour du même axe politique sans s'opposer fondamentalement dans leurs divergences. Tous ont participé à l'étranglement de la bataille de classe des prolétaires espagnols par l'organisation des colonnes militaires et si Andrade s'est différencié dans l'organe du POUM de Madrid par sa phraséologie pseudo-marxiste, en réalité il a soutenu dans ses grandes lignes toute la politique de collaboration de classe de la direction centrale du POUM. Les trotskystes espagnols ont voulu concrétiser la notion « leniniste » (?) consistant à entrer dans un parti opportuniste afin de le conquérir, à des positions révolutionnaires. Le résultat a été la transformation des dirigeants de l'ancienne gauche communiste en des traîtres avérés à la cause du prolétariat. Ce n'est pas un hasard si Monsieur Nin est aujourd'hui Ministre de la Justice en Catalogne où il appliquera la justice « de classe » sous l'égide de Monsieur Companys. Nin a oublié sa parenthèse « trotskyste » de la Russie et il est redevenu le bonze de l'I. S. R. qu'il était auparavant. Quant à la gauche d'Andrade, ce n'est pas non plus un hasard si elle s'est associée à la campagne mi-

litaire du POUM et si elle nous désigne autant que les Nin et Gorkin, comme des contre-révolutionnaires qui osent dénoncer la duperie monstrueuse et criminelle dont les ouvriers espagnols sont les victimes. Le POUM est un terrain où agissent les forces de l'ennemi et aucune tendance révolutionnaire ne peut se développer en son sein. De même que les prolétaires qui veulent retrouver leur chemin de classe doivent s'orienter vers un bouleversement radical de la situation en Espagne et opposer aux fronts territoriaux, leurs fronts de classe, de même, les ouvriers espagnols qui veulent œuvrer pour jeter les bases d'un parti révolutionnaire, doivent tout d'abord briser avec le POUM et opposer au terrain capitaliste où il agit, le terrain de la lutte spécifique du prolétariat. Les Andrade et Cie représentent ceux qui lient les ouvriers plus avancés à la politique contre-révolutionnaire du POUM et par là même il s'agit non de les accréditer par des appuis politiques, mais il faut les dénoncer avec vigueur.

Il n'entre donc nullement dans les intentions de notre fraction de réaliser le moindre accord politique avec qui que ce soit du POUM (à ce sujet nous rappelons que la minorité de notre organisation se réclame de positions différentes) ou de considérer la nécessité d'appuyer la soi-disant gauche du POUM. Le fait est que le prolétariat de la péninsule ibérique a encore à jeter les fondements pour créer les bases d'un noyau marxiste et ce dernier ne se constituera pas par des manœuvres « révolutionnaires » avec des opportunistes, mais en appelant les ouvriers à agir sur des bases de classe, indépendamment de toute influence capitaliste, en dehors et contre les partis agissant pour le compte de la bourgeoisie, tels le POUM ou la F.A.I. qui ont réalisé l'Union Sacrée la plus étroite avec la gauche républicaine et le Front Populaire.

Ainsi, l'on constatera rapidement que tant en Espagne, que dans les autres pays ne s'effectue pas un effort politique dans une direction historique analogue à celle que les prolétaires italiens ont tracé au cours de plusieurs années de guerre civile contre le fascisme et que notre fraction, avec ses forces restreintes, voudrait exprimer. Nous sommes profondément conscients de l'impossibilité de bouleverser cette situation internationale, qui n'est que le reflet d'un rapport de force entre les classes défavorable au prolétariat, par des propositions de créations d'Internationales ou par des alliances avec des opportunistes du type trotskystes ou Poumistes. Si la défense du marxisme ré-

volutionnaire signifie aujourd'hui l'isolement complet, nous devons l'accepter en considérant que nous ne ferons, dans ce cas, qu'exprimer l'isolement terrible du prolétariat, trahi par tous et jeté dans l'anéantissement par tous les partis se réclamant de son émancipation. Nous ne nous dissimulons pas les dangers qui peuvent découler de cette situation pour notre or-

ganisation qui sait parfaitement qu'elle ne possède pas le summum de la connaissance marxiste et que les mouvements sociaux de demain, en remettant les prolétaires sur leur terrain de classe, redonneront seulement sa véritable puissance au marxisme révolutionnaire et aux organismes qui s'en réclament, notre fraction y comprise.

La crise de la Fraction

COMMUNIQUE DE LA C. E.

La Commission Exécutive entend rester fermement attachée au principe que la scission au sein de l'organisme fondamentale du prolétariat, trouble et arrête le processus délicat de la vie et de l'évolution de ce dernier, quand elle ne vérifie pas sur le terrain des divergences programmatiques qui ne font qu'exprimer ou tendent à exprimer les revendications historiques non d'une tendance mais de la classe dans son ensemble.

La C. E. constate que la minorité s'inspire d'autres critères et menace de passer à la scission non seulement avant le Congrès, mais avant même que la discussion se soit initiée; et cela sur le point controversé de la reconnaissance ou non du groupe de Barcelone. Malgré cette injonction de la minorité, la C. E. retient de devoir sauvegarder l'application du principe de la nécessité du Congrès pour la solution de la crise de la fraction.

La C. E. avait ratifié les positions prises par un de ses représentants, qui consistaient à prendre acte de toutes les décisions du Comité de Coordination. Mais ce Comité s'était limité à demander la reconnaissance du groupe de Barcelone, ce qui ne représentait donc pas une décision mais simplement une requête à la C. E. qui restait libre de prendre une décision. Il est donc inexact de parler d'engagements qui ne furent pas maintenus.

La C. E. s'est basée sur un critère élémentaire et de principe de la vie de l'organisation lorsqu'elle a décidé de ne pas reconnaître le groupe de Barcelone. Cela pour des considérations qui n'ont même pas été discutées par le Comité de Coordination et qui furent publiées dans notre communiqué précédent. Aucune exclusion n'a été décidée contre des membres de la fraction et pour cela la décision du Comité de Coordination devient incompréhensible

lorsqu'il considère l'ensemble de la minorité exclu si le groupe de Barcelone n'est pas connu.

La C. E. devant l'état actuel d'imperfection de l'élaboration des normes réglementant la vie d'une organisation traversant une phase de crise — bien que convaincue de la justesse de sa précédente décision — pour diriger l'ensemble de la fraction dans la phase ultérieure de la discussion programmatique et devant l'ultimatum du C. de C., rectifie sa décision antérieure et passe à la reconnaissance du groupe de Barcelone.

La C. E. avait aussi soulevé quelques considérations politiques, quant à l'impossibilité d'un recrutement en une période de crise devant aboutir — par la conviction commune des deux tendances — à la scission, puisque les nouveaux éléments venus à l'organisation sur la base des problèmes controversés, se seraient trouvés absolument dans l'impossibilité de résoudre le problème fondamental qui se réfère à des questions de programme et qui ne peut être résolu que par ceux qui faisaient partie de l'organisation avant le déclenchement de la crise et qui avaient donné leur adhésion aux documents de base de la fraction.

Le Comité de Coordination poursuit son chemin dans une voie qui ne peut conduire à aucun résultat positif pour la cause du prolétariat et prétend que c'est la peur de devenir minorité qui a guidé la C. E. Le Comité de Coordination sait, autant que la C. E. que, même dans l'hypothèse absurde d'une comptabilisation des votes des prolétaires qui ont donné leur adhésion à la fraction à Barcelone, le présumé renversement des rapports actuels ne se serait pas vérifié.

La C. E. exhorte tous les camarades à se pénétrer de la gravité de la situation et à comprimer toutes les réactions afin de